

Haïti est membre de l'OIT depuis sa création en 1919 et a ratifié 25 Conventions internationales du travail.

L'OIT valorise le travail décent en tant qu'objectif national et aide les mandants à progresser vers sa réalisation. Dans le Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD HAITI 2015-2020), signé par les mandants tripartites de l'OIT, des priorités et résultats à atteindre ont été définis, et sont en harmonie avec le cadre du Plan Stratégique de développement d'Haïti (PSDH - Pays émergent en 2030).

Aujourd'hui, Haïti demeure en état de fragilité environnementale. En effet, sur une échelle de 13, l'indice de vulnérabilité du pays est de 12,9..

De plus, Haïti se situe au 168e rang (sur 189 pays) dans le classement des indices de développement humain (rapport de 2018 du PNUD). Le taux de chômage parmi les jeunes en zone urbaine dépasse les 50%, ce qui suscite des préoccupations et troubles d'ordre socioéconomique. Près de 90% de la population active travaille dans l'économie informelle dans des conditions souvent précaires.



Session de formation pour opérateurs de machines à coudre industrielle - Projet de Création d'Emplois jeunes décents et Environnementalement Responsables (CREER).

La crise politique aigüe de 2019 a en outre encore détérioré la situation socio-économique du pays avec une inflation de plus 20% et plus de 4 millions de personnes se retrouvant dans une situation d'urgence alimentaire sur une population totale de près de 11 millions.



Nos mandants tripartites:

- Gouvernement
- · Organisations des Travailleurs
- · Organisations des Employeurs



Nous promouvons:

- La Justice Sociale
- Le Travail Décent
- Le **T**ripartisme
- Le Dialogue Social

Les priorités du Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD):

- Respecter, promouvoir et mettre en œuvre les normes internationales du travail;
- Créer des opportunités et favoriser des conditions de travail et des revenus décents pour les femmes et les hommes;
- Promouvoir un socle de protection sociale universelle et non discriminatoire;
- · Renforcer le tripartisme et le dialogue social.

L'OIT et le travail décent - Un mandat pour la paix et la justice sociale

L'OIT est née des cendres de la Première Guerre mondiale en tant que mécanisme de réponse aux crises. Sa création s'inscrit dans le droit fil de la réflexion selon laquelle une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.

L'OIT a ainsi fait du tripartisme : gouvernement, travailleurs et employeurs - le socle sur lequel repose sa structure. Pour renforcer ce mandat, l'OIT a reçu en 1969, pour son cinquantième anniversaire, le prix Nobel de la Paix.



« Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale. »

Constitution de l'OIT, 1919

Quelques données sur Haïti...



50%

Environ 50% de la population haïtienne a moins de 25 ans.

59%

59% des Haïtiens vivent en dessous du seuil de la pauvreté, ayant moins de \$2.41 US/jour.

24%

24% des haïtiens vivent dans l'extrême pauvreté, ayant moins de \$1.23 US/ jour.

13%

Le secteur formel n'engage que 13% de la population active.

1/10

1/10 des enfants haïtiens sont des travailleurs domestiques.



PRINCIPALES ACTIONS ET RÉSULTATS CLÉS

Des emplois décents, des entreprises durables et une jeunesse qualifiée pour reconstruire Haïti

Afin d'optimiser l'impact des investissements réalisés dans la reconstruction sur l'économie locale, l'OIT a délivré une formation technique et un appui entrepreneurial à plus de 1000 travailleurs du secteur de la construction.

La création d'emplois décents pour les jeunes qualifiés fait appel à une stratégie intégrée comprenant l'élaboration de politiques nationales, l'appui aux institutions de formation professionnelle, le développement de l'entrepreneuriat, l'accès aux financements, la formalisation du secteur informel, le respect des droits fondamentaux dans le milieu du travail et l'extension de la protection sociale.

FOPRODER - Pour un système de formation professionnelle de qualité

Financé par la Norvège, le projet de « Formation Professionnelle pour le Développement Rural (FOPRODER) » appuie l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP) pour améliorer l'offre de formation dans la pêche, l'agriculture et l'entrepreneuriat. Il vise à adresser les lacunes en matière d'éducation et de compétences pour les jeunes vulnérables en Haïti à travers la



promotion du développement socioéconomique rural dans les Départements du Sud et de la Grande-Anse.

L'OIT soutient également les coopératives et contribue aux programmes à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) du Gouvernement et des partenaires dans les régions du Sud et de la Grande-Anse. Axes d'intervention:



Renforcement institutionnel

Les capacités de l'INFP sont renforcées, notamment pour améliorer le développement des profils professionnels par compétences, la conception des programmes de formation, entre autres.



Formation professionnelle

Les compétences de 1200 jeunes, dont 30% de femmes, sont améliorées dans l'agriculture et la pêche grâce à une formation professionnelle accélérée, et un programme d'évaluation et de certification.



Entrepreneuriat/GERME

La méthodologie de l'OIT « Créez et Gérez mieux votre entreprise (GERME) » est appliquée et adaptée pour fournir les outils adéquats aux jeunes pour le développement d'entreprises.



Entrepreneuriat/My.Coop

La méthodologie de l'OIT « Gérez votre coopérative agricole (MYCOOP) » est appliquée et adaptée pour promouvoir des coopératives productives et durables.

Éliminer les pires formes de travail des enfants, particulièrement l'exploitation par le travail domestique

L'OIT a pour objectif de mettre en place des mécanismes de protection et de prévention réduisant l'exposition des enfants aux pires formes de travail des enfants, particulièrement à l'exploitation par le travail domestique en Haïti et promouvoir l'emploi décent et sécurisé des jeunes ayant atteint l'âge légal de travailler à travers LE PROJET DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DOMESTIQUE DES ENFANTS, en partenariat avec l'UNICEF et financé par le Canada.

Pour ce faire, avec ses mandants et partenaires, l'OIT :

- coordonne des actions visant à promouvoir et mettre en œuvre les normes internationales relatives au travail des enfants et au travail domestique;
- améliore le système d'identification des jeunes à risque ou travailleurs à travers un réseau des points focaux de lutte contre le travail des enfants qui mène également des activités de sensibilisation et de plaidoyer;
- donne une formation professionnelle à 1700 adolescents de 14 à 17 ans (50% de jeunes filles) dans le Sud, la Grande Anse et dans l'Ouest, et facilite leur insertion en entreprises ou dans l'entreprenariat;
- met en œuvre un programme de sensibilisation sur le travail des enfants via la méthodologie de l'OIT « SCREAM : Promouvoir les droits des enfants à travers l'éducation, les arts et les médias. »



Trois enfants en train de dessiner une planche lors d'une séance de sensibilisation SCREAM

Au jour d'aujourd'hui, des progrès conséquents ont été enregistrés notamment pour l'amélioration du cadre normatif contre le travail des enfants. Le comité national tripartite contre le travail des enfants, associant des représentants de travailleurs, d'employeurs et du gouvernement a été remis en place. Par son action, la liste des travaux dangereux pour les enfants de moins de 18 ans en Haiti a été mise à jour, de même qu'un plan d'action national de lutte contre le travail des enfants tous deux en attente de validation officielle par le MAST. Des éléments permettant de mettre en conformité le Code du Travail Haïtien avec les Conventions 138 et 182 de l'OIT respectivement sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et sur les pires formes de travail des enfants ont été présentés au Comité tripartite travaillant actuellement sur la révision du Code du Travail. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation sur la Convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques sont menées.

Promouvoir l'élimination du travail des enfants par la formation professionnelle



Smeralda, 17 ans, lors d'une séance pratique en mécanique moto, Croix-des-Bouquets.

Le focus sur la création d'opportunités d'emplois décents pour les jeunes en âge de travailler et la lutte contre toute forme d'exploitation a permis à l'OIT, en partenariat avec l'INFP, de former professionnellement dans différents domaines prometteurs sur le marché de l'emploi, un total de 841 jeunes vulnérables (378 filles et 463 garçons) entre 14 et 17 ans en 2019, dont 465 ont déjà bouclé le programme et reçu leurs certificats. Ils seront accompagnés, de même que davantage de jeunes, pour faciliter leur insertion en entreprises, continuer la pratique de leurs acquis et éventuellement créer leur propre entreprise en 2020.

SCREAM en quelques chiffres...

10,000

Entre 2018 et le début de 2020, l'OIT a sensibilisé près de 10,000 personnes sur le travail des enfants via la méthodologie SCREAM.

36

36 journalistes formés sur le travail des enfants, ont produit 25 reportages destinés à sensibiliser le public.

▶ 140

140 professeurs ont été formés, et ont pu aider à sensibiliser près de 3000 élèves.

▶ 17

17 jeunes artistes sensibilisés ont produit deux concerts musicaux promouvant la protection des enfants contre l'exploitation par le travail.



PRINCIPALES ACTIONS ET RÉSULTATS CLÉS

CREER - Des emplois décents pour les jeunes et une communauté sans violence et plus saine

Ce projet vise à réduire la pauvreté et les violences autour de la population de la zone de Projet Drouillard par la création d'opportunités d'emplois durables et décents grâce au nettoyage du canal Flamingo et à la récupération, au tri et au recyclage de déchets dans et aux alentours de ce canal.

Lien avec le PPTD et stratégie de mise en œuvre

CREER est une réponse de l'OIT à la sollicitation de nos mandants tripartites (Gouvernement - Travailleurs - Employeurs) pour améliorer les conditions de vie de la population d'une zone sensible et vulnérable d'Haïti. Ce projet est aussi en parfaite adéquation avec les priorités identifiées par nos mandants dans le Programme pays pour le travail décent (PPTD 2015-2020), visant la mise en place de mécanismes adéquats favorisant des emplois et la génération de revenus décents.

En complément du soutien de nos mandants et de nos partenaires d'exécution, un comité de mise en œuvre est constitué avec l'implication des élus et acteurs communautaires permettant de garantir la réalisation des activités ponctuelles et la pérennité de l'impact lié à nos interventions.

300

300 jeunes de Cité Soleil, dont près de 70% de femmes, sont formés dans le domaine du textile, jouissant d'une forte demande d'emplois formels.

250

250 jeunes femmes et hommes de 18 à 25 ans vont récupérer et transformer ces déchets en objets commercialisables de mode et d'artisanat éthiques.

► 60[%]

60% des 550 jeunes de Cité Soleil au moins ont trouvé un emploi/ ou ont créé leurs entreprises.

1 mini-centre d'artisanat est créé.

Axes d'intervention:



Le canal de flamingo est curé, atténuant considérablement les risques d'inondation de la zone pendant les saisons pluvieuses. Ce qui améliorera sensiblement la situation sanitaire, et la prévention des maladies liées à un environnement insalubre.



Un protocole intercommunal pour la gestion des déchets est signé, favorisant ainsi la mutualisation des services et moyens municipaux entre les communes de Cité Soleil, Delmas, Tabarre et Pétion-Ville.



L'assainissement des zones d'intervention est systématique grâce aux sensibilisations des différents acteurs, visant le changement de comportement des communautés.

PRINCIPALES ACTIONS ET RÉSULTATS CLÉS



De meilleures conditions de travail et une compétitivité accrue pour plus d'emplois décents dans l'industrie textile

D'ici à 2022, BETTER WORK vise à augmenter significativement son impact sur l'industrie mondiale du vêtement, et envisage d'aider des millions de personnes à émerger de la pauvreté, via l'accélération de l'amélioration des conditions de travail, en augmentant l'autonomisation des femmes, en stimulant la compétitivité des entreprises et en promouvant une croissance économique inclusive.

Depuis qu'Haïti bénéficie des programmes de préférences commerciales pour les textiles et les vêtements fabriqués dans le pays, ces derniers sont éligibles au traitement en franchise de droits en vertu des avantages supplémentaires octroyés par la "Caribbean Basin Trade Partnership Act (CBTPA)" implémentée en Haïti par le biais de la loi sur l'encouragement des partenariats à travers l'hémisphère haïtien (communément appelée loi HOPE). Le secteur a donc connu une importante croissance et des améliorations considérables dans les conditions de travail. C'est aujourd'hui et de loin le plus grand secteur à l'export en Haïti avec une valeur de plus d'1 milliard de US\$ en 2019.

En collaboration avec le Bureau de la Médiatrice Spéciale du Travail (BMST), le programme Better Work, un partenariat entre l'OIT et International Finance Corporation (IFC), promeut le respect de la législation nationale et des normes internationales du travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de vêtements et de chaussures et vient renforcer un secteur plus stable et plus rentable pouvant influencer les chaînes d'approvisionnement au-delà de l'industrie du vêtement.

100% des usines de l'habillement (actuellement enregistrées avec Better Work) ont mis en place des comités bipartites (employeur-ouvriers) et de santé et sécurité au travail pour discuter et adresser les problèmes/défis liés aux conditions de travail. Les tendances pour 21 usines en octobre 2019 ont montré des améliorations significatives des indicateurs de Santé et Sécurité au Travail (SST), tels que l'utilisation de produits chimiques dangereux, les services de santé et de premiers secours et la protection des travailleurs, passant d'une moyenne de 95% à 48% de non-conformité pour les usines participantes de Better Work's du cycle 1 au cycle 10.

Retrouvez de plus amples informations sur le site du programme : http://www.betterwork.org.

Quelques données sur Better Work Haïti...



35

35 usines dans **7** zones franches enregistrées dans le programme.

55,000

~55,000 travailleurs, dont 65% de femmes, et 9 Organisations de travailleurs.

18

18 marques et détaillants comme GAP, Target, Wal-Mart...

Le Programme OIT/SIDA



La prévention du VIH/SIDA dans le milieu de travail est l'un des axes prioritaires du Programme Pays pour le travail décent (PPTD) signé par les mandants tripartites en 2015.

L'Organisation internationale du Travail (OIT), principal organisme des Nations Unies chargée des politiques et programmes relatifs au VIH et au sida en milieu de travail, a manifesté dès 2001 sa préoccupation quant à l'impact de la pandémie sur le monde du travail. En 2010, l'organisation a adopté la Recommandation concernant le VIH et le sida et le monde du travail (No 200), « premier instrument juridique approuvé au niveau international qui soit destiné à renforcer la contribution du monde du travail à l'accès universel à la prévention, au traitement, au soutien et à la prise en charge du VIH». Ces directives soulignent le rôle des employeurs, des syndicats et des gouvernements dans la protection des travailleurs contre la discrimination liée au VIH et au sida. Dans cet esprit. l'OIT s'attelle à supporter la concertation entre ces parties pour des stratégies de lutte adaptées au monde du travail.

En Haïti, les récents plans du Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) retiennent le milieu du travail parmi les domaines prioritaires d'intervention en matière de riposte au sida (PSNM 2012-2015 avec extension en 2018 et 2018-2023). La prévention du VIH/SIDA dans le milieu du travail est aussi l'un des axes prioritaires du Programme Pays pour le Travail Décent, PPTD signé en 2015 par les mandants tripartites.

L'OIT/SIDA en Haïti en quelques chiffres :

politique sectorielle VIH signée par les mandants tripartites pour le secteur textile:

2000 ouvriers ont reçu des séances de formation

sur la prévention du VIH en milieu de travail;

100 ouvriers connaissent leur statut à travers la stratégie VCT au travail;

état des lieux sur les ativités de prévention du VIH en Haïti a été élaboré;

plan conjoint entre le ministère des affaires sociales et du travail et le ministère de la santé publique a été mis en place pour la révision du guide sur la prévention du VIH en milieu de travail.

En perspective...

50 juges seront formés;

100 personnes vulnérables du secteur informel en Haïti seront formés sur la gestion des microsentreprises.



Fabrice LECLERCQ, Coordonnateur des programmes de l'OIT en Haïti

L'objectif de l'équipe pays de l'OIT en Haïti est de renforcer son programme de développement à travers des projets de coopération technique en cours et la création de nouveaux projets dans les domaines suivants : conditions décentes de travail, élimination du travail des enfants, formation professionnelle et développement économique rural, emplois verts et gestion des déchets, développement de chaînes de valeur (agriculture, textiles et tourisme), dialogue social, protection sociale, entre autres, qui constituent des thèmes prioritaires du PPTD.

Et demain...

Le PPTD 2015-2020 oriente la coopération technique de l'OIT en Haïti. Les mandants ont identifié la formation professionnelle, le dialogue social et la révision du Code du Travail comme les priorités à consolider dans le cadre des ODD pour 2030. Les actions futures de l'équipe pays des Nations Unies en Haïti s'articulent autour du Cadre de Développement Durable (CDD 2017-2021) pour appuyer les efforts d'élimination de la pauvreté, le changement climatique, la paix et la stabilité.

Le développement de chaînes de valeur dans l'agriculture comme le cacao et la noix de cajou est une priorité afin de réorganiser la gouvernance de ces chaînes de valeur et permettre aux petits producteurs de tirer des revenus plus décents et d'éviter une nouvelle aggravation de l'exode rural vers la capitale, déjà dramatiquement concentrée.



Le renforcement de la valeur ajoutée en Haïti sur chaque chaîne de valeur grâce à l'investissement dans la transformation et le ciblage de marchés niches à l'export (bio, commerce équitable, arômes fins) permettront à tous les acteurs des filières sélectionnées d'obtenir des revenus substantiellement meilleurs.

Les ODD et l'OIT

L'OIT soutient activement neuf (9) des dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable (ODD): 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16.

Par ailleurs, l'OIT est partie prenante de l'Alliance mondiale pour éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants, communément appelée "Alliance 8.7". Lancée en 2016, elle vise à faire avancer les ODD relatifs à la pauvreté, à l'éducation, à l'égalité hommes-femmes, au travail décent, aux inégalités, à la paix et à la justice.





https://www.un.org/sustainabledevelopment/

Nos contributeurs

DÉPARTEMENT DU TRAVAIL AMÉRICAIN



Ambassade de Norvège



Canada via unicef

Contact	Bureau de Coordination de l'OIT en Haïti 2, rue Romain, Delmas 33 Port-au-Prince, Haïti Bureau de l'OIT pour l'Amérique Centrale, Haïti, Panama et la République Dominicaine	T: +509 28 16 2647 E: leclercqf@ilo.org ilo.org/haiti T: +506 22 07 8700 ilo.org/sanjose
	San Jose, Costa Rica Organisation internationale du Travail 4, Route des Morillons CH-1211 Genève 22 – Suisse	T: +41 22 799 7239 F: +41 22 799 6668 E: pardev@ilo.org